

Retrouver le sens

Chemnitz. En 2018, le nom de cette agglomération de Saxe, épice de l'opposition anti-migrants en Allemagne, résonnait de propagandes nauséuses que l'on croyait à jamais disparues de la République fédérale. Ailleurs en Europe, l'actualité de ces derniers mois a fait écho à la marche des nationalismes ou de mouvements souverainistes : en Italie, en Hongrie, en Pologne, en Autriche, et dans une moindre mesure en Suède.

Par-delà les particularismes régionaux, le philosophe français Raphaël Glucksmann y voit un phénomène global: l'incapacité des démocraties libérales de produire du sens, ce qui favoriserait la résurgence d'une « internationale de l'extrême-droite ». Dilemme dans les rédactions : faut-il proposer des pages spéciales sur le sujet au risque d'offrir indirectement un porte-voix à une idéologie (encore) minoritaire, ou alors en rendre compte tout en mesure et retenue au risque alors d'en mésestimer les périls ? La question nous est aujourd'hui directement posée.

Le dernier ouvrage de Daniel Schneidermann, « Berlin, 1933. La presse internationale face à Hitler » (Seuil) livre quelques éléments de réponse. En janvier 1933, lorsque le parti nazi arrive au pouvoir, deux cents journalistes occidentaux sont en poste à Berlin. Ils sont américains, britanniques, suisses ou français et travaillent selon les standards démocratiques de la liberté de la presse. Autour d'eux, de manière perceptible, s'abattent très vite les persécutions sur les Juifs et les opposants. Pourtant, rares sont ceux qui alerteront le monde sur la barbarie de l'hitlérisme. Par myopie ou incrédulité, davantage que par accointances. Et cette question en filigrane, tout au long du récit, posée à la profession : aujourd'hui, sommes-nous certains d'être davantage en capacité de discernement face aux événements de notre époque ?

Il y a quelques jours, c'est Alain Finkielkraut qui essayait des insultes antisémites dans les rues de Paris. Comme s'il fallait se résigner chaque jour à voir se lever des infamies pires que celles de la veille. Hasard d'une lecture de week-end, je me plongeais alors justement dans les œuvres d'un des plus grands écrivains européens. Il faut relire Stefan Zweig : « On croyait aussi peu à des rechutes vers la barbarie, telles que des guerres entre les peuples d'Europe, qu'aux spectres ou aux sorciers ; nos pères étaient tout pénétrés de leur confiance opiniâtre dans le pouvoir infaillible de ces forces de liaison qu'étaient la tolérance et l'esprit de conciliation. Ils pensaient sincèrement que les frontières des divergences entre nations et confessions se fondaient peu à peu dans une humanité commune et qu'ainsi la paix et la sécurité, les plus précieux des biens, seraient imparties à tout le genre humain ». Préface du « Monde d'hier », septembre 1939.

Retrouver du sens. C'est d'abord interroger notre conscience historique. Dans toutes les rédactions. En cela, jamais le dessein d'EQDA n'a aussi bien répondu aux commandements de notre temps : jeter quelques passerelles éditoriales entre les cultures et les pays, ouvrir d'autres yeux sur le monde et approcher en cela une meilleure compréhension mutuelle dans l'exercice de la libre expression. Il n'est pas vain de le rappeler.

A toutes celles et ceux qui y contribuent, je veux redire ici ma profonde reconnaissance. A l'endroit de nos contributeurs en particulier, la DDC en premier lieu, mais également le CFJM, les RRR, la Fondation Hirondelle, Jean-Marie Etter, Jean-Philippe Jutzi et la SSR. Au Comité éditorial par ailleurs : Marc-Henri Jobin, Michel Bühler et leurs équipes. A ceux qui contrôlent nos finances : Maxime Eggertswyler et Marie-France Erard. Toute ma gratitude enfin à Claire Neyroud et Viviane Pop qui assurent l'administration et le secrétariat de l'association.

Lausanne, le 14 mars 2019 / Christophe Chaudet, président EQDA.